

LECO

de la semaine

14 au 20 Juin 2025



SOMMAIRE

Compétence - Expertise humaine et technologies coexistent.....	2
Perspectives économiques : Une décennie de croissance au ralenti, évoquée par la Banque mondiale.....	2
OMEA – risingSUD : Appui à l’implantation des startups africaines en France.....	3
Cartoréseau lancé par ARTEC : Une plateforme pour connaître l’état réel de la couverture mobile	3
Vary Safiotra et Agropoles : les députés soutiennent les initiatives du gouvernement.....	4
Mines - Stratégie nationale pour encadrer l’exploitation aurifère	4
Finances publiques : Une nouvelle loi pour la gestion de la trésorerie de l’État	5
Orange – Groupe AFD : Un partenariat stratégique pour un numérique inclusif et durable.....	5
Salon ITM et IHM : une satisfaction générale pour une édition réussie	6
Banky iraisam-pirenena : Mahantra ny olona miaina amina 3 dolara isan’andro	7
Afrique australe - Madagascar accueille une réunion clé du FMI.....	7
Filière vanille : Ouverture de la campagne verte dans les zones littorales le 22 juin prochain	8
Groupe AFD : Engagement intensifié pour un développement durable et solidaire.....	8
Exportation vers les États-Unis : multiplier les expéditions par voie aérienne	9
Cour des comptes – Plan Stratégique 2025-2030 : les besoins et les attentes des citoyens, parmi les priorités	9
Investissement : Mengniu Dairy souhaite s’implanter à Madagascar.....	10
Fampiasam-bola vahiny (IDE) : Niakatra 602 tapitrisa dolara	10
La banque centrale chinoise dénonce la « politisation » du système monétaire mondial.....	10
Système monétaire : Poursuite de la dédollarisation, malgré les pressions américaines.....	11
TICAD 9 : Une délégation du secteur privé malgache attendue à Yokohama	11
Filière raphia : le prix de la matière première en hausse continue	12
Taux de change - L’ariary peine à se redresser.....	12
Aide au développement : Un appui budgétaire de 100 millions de dollars approuvé par la Banque mondiale.....	13
Transport aérien : Madagascar Airlines et Air Austral en codeshare	14
Exploitation minière : le cadastre minier à l’ère numérique	14
Région Sud-Est : le projet PIC réorganise la filière café	15

Compétence - Expertise humaine et technologies coexistent

IRINA TSIMIJALY | 14 JUIN | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Dans le secteur des cabinets d'études et de conseil, l'intégration des technologies numériques n'a pas remplacé l'expertise humaine, mais vient plutôt la compléter. À Madagascar, cette complémentarité s'observe sur le terrain, où les enjeux de gestion, de stratégie commerciale et de montée en compétences continuent de nécessiter un accompagnement humain, même dans un contexte de transformation numérique.

Le cabinet d'étude, de conseil et d'assistance à la réalisation ECR dirigé par Georges Ramanoara en est un exemple. Actif depuis plus de 30 ans, il intervient auprès de professionnels des secteurs du tourisme, de l'artisanat et des services, en combinant plusieurs aspects : soutien à l'exportation, recherche de financements, amélioration de la productivité ou encore organisation managériale. Les besoins sont multiples, et souvent liés à des réalités humaines, avec des chefs d'entreprise compétents mais des équipes mal encadrées, un manque de culture du contrôle qualité, ou encore des difficultés à structurer les projets.

Dans ce contexte, les outils numériques jouent un rôle d'appui : plateformes de recrutement dotées de bases de données, marketing digital, tableaux de bord partagés. Ils permettent de gagner en efficacité, mais ne se substituent pas à l'analyse, au conseil ou à la proximité terrain.

« Il ne suffit pas d'avoir la technologie. Encore, faut-il savoir comment l'utiliser et dans quel cadre organisationnel l'intégrer », résume Ramanoara.

Avec un réseau de plus de sept cent cinquante clients et des collaborations régionales (Seychelles, Maurice, Comores, Rwanda, Éthiopie), le cabinet illustre cette approche hybride, qui associe outils digitaux et accompagnement humain. Une posture rendue visible lors du Salon international du tourisme (ITM), organisé à Antananarivo du 12 au 15 juin, où il a rappelé que dans le domaine du conseil, l'évolution technologique ne remplace pas les fondamentaux : comprendre les besoins, poser les bonnes questions et structurer des solutions pertinentes.

Perspectives économiques : Une décennie de croissance au ralenti, évoquée par la Banque mondiale

ANTSA R. | 14 JUIN | MIDI-MADAGASIKARA

La croissance économique mondiale s'essouffle. Les « Perspectives économiques mondiales », publiées par la Banque mondiale, indiquent que l'année 2025 pourrait bien marquer l'un des pires ralentissements économiques hors période de récession depuis 2008.

Les projections annoncent un taux de croissance de seulement 2,3%, révisé à la baisse pour près de 70% des économies de la planète. Le constat est alarmant : toutes les régions du monde et toutes les catégories de revenus sont concernées.



L'institution de Bretton Woods souligne que si la tendance se confirme, les sept premières années de la décennie 2020 connaîtront la croissance la plus lente depuis les années 1960. Dans les économies en développement, la situation est encore plus préoccupante. Hors Asie, ces pays entrent dans ce que la Banque mondiale qualifie d'« ère de stagnation ». La croissance moyenne y est passée de 6% dans les années 2000, à moins de 4% aujourd'hui. L'économiste en chef de la Banque, Indermit

Gill, y voit l'effet d'un triple ralentissement : commerce mondial, investissements et hausse historique des niveaux d'endettement.

Ralentissement

Les projections pour 2025 indiquent un ralentissement dans près de 60% des économies en développement, avec un taux moyen de 3,8%, bien inférieur à la moyenne de 5% observée dans les années 2010. Les pays à faible revenu ne sont pas épargnés : leur croissance attendue de 5,3% est inférieure de 0,4 point à celle anticipée en début d'année. L'inflation mondiale, quant à elle, devrait se maintenir à 2,9%, toujours au-dessus des niveaux pré-pandémiques. Ce ralentissement compromet la capacité des pays les plus vulnérables à créer des emplois, réduire la pauvreté extrême et rattraper leur retard en matière de revenu par habitant. À ce rythme, et hors Chine, il leur faudrait près de 20 ans pour retrouver la trajectoire de croissance d'avant la pandémie.

Dynamiser le commerce

Face à cette conjoncture morose, la Banque mondiale appelle à une relance de la coopération internationale. Des accords commerciaux réduisant les droits de douane de moitié pourraient faire grimper la croissance mondiale de 0,2 point en moyenne entre 2025 et 2026. Ayhan Kose,

directeur adjoint des études économiques de l'institution, plaide pour une intégration renforcée, des réformes pro-croissance, une meilleure résilience budgétaire et un dialogue multilatéral renouvelé. Dans un contexte de pressions inflationnistes et de ressources publiques limitées, les pays en développement sont invités à repenser

leurs priorités : investir dans les plus vulnérables, réformer le marché du travail, et créer un environnement favorable à l'emploi productif. Une action mondiale coordonnée devient plus que jamais indispensable pour éviter une décennie perdue.

OMEA – risingSUD : Appui à l'implantation des startups africaines en France

ANTSA R. | 14 JUIN | MIDI-MADAGASIKARA

Lors de Viva Technology à Paris, Orange Afrique et Moyen-Orient (OMEA) et risingSUD ont scellé un partenariat stratégique de trois ans pour soutenir les startups africaines issues des Orange Digital Centers (ODC). Signé par Jérôme Hénique (OMEA) et Bernard Kleynhoff (risingSUD), cet accord vise à faciliter leur implantation dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Les jeunes entreprises bénéficieront d'un accompagnement personnalisé de risingSUD, impliquant une mise en réseau,

un financement et des conseils stratégiques. En 2024, 14 startups africaines ont déjà été implantées, dont Guépard (ODC Tunisie) à Marseille. Ce partenariat illustre l'engagement d'OMEA en faveur de l'internationalisation de l'innovation africaine et du renforcement des écosystèmes entrepreneuriaux. Grâce au réseau des ODC présent dans 25 pays, les startups pourront accélérer leur croissance en accédant à un environnement propice à l'innovation des deux côtés de la Méditerranée.

Cartoréseau lancé par ARTEC : Une plateforme pour connaître l'état réel de la couverture mobile

ANTSA R. | 14 JUIN | MIDI-MADAGASIKARA

Le public peut désormais apercevoir l'état réel de la couverture mobile dans les différentes zones géographiques à Madagascar, grâce à la nouvelle plateforme créée par les techniciens de l'ARTEC.

Une première à Madagascar. L'Autorité de Régulation des Technologies de Communication (ARTEC) vient de lancer Cartoréseau. Il s'agit d'une plateforme (www.artec.mg/cartoreseau) en ligne inédite qui permet à chaque citoyen de visualiser, en quelques clics, la couverture mobile sur l'ensemble du territoire. Véritable outil de transparence, cette carte interactive rend enfin visible ce que beaucoup vivaient au quotidien sans pouvoir le nommer : les inégalités d'accès à la connectivité. Pensée et développée en interne par les techniciens de l'ARTEC, Cartoréseau ne se contente pas d'afficher des zones de couverture ; elle raconte une réalité numérique, celle d'un pays où le signal mobile reste encore inégalement réparti. En renseignant une localité, l'utilisateur peut voir instantanément la qualité des services disponibles, que ce soit en 2G, 3G, 4G ou même 5G. Le tout, dans une interface fluide, intuitive, et pensée pour tous.

Gouvernance numérique

Selon ses promoteurs, l'outil ne s'adresse pas uniquement aux simples usagers. Il ambitionne aussi de devenir un levier stratégique pour les collectivités, les opérateurs, et les aménageurs. Car derrière cette carte dynamique se cache un enjeu de taille : celui d'un aménagement numérique plus juste, plus inclusif, fondé sur des données fiables. « Cette initiative reflète notre engagement à promouvoir une régulation fondée sur la donnée,

l'innovation et la transparence. Elle offre à chaque citoyen les moyens de comprendre et d'évaluer l'état de la connectivité mobile dans son environnement », affirme le directeur général de l'ARTEC.



Avec Cartoréseau, l'ARTEC fait un pas audacieux vers une gouvernance ouverte du numérique. Un outil que l'on attendait, tant pour éclairer les zones d'ombre que pour guider les politiques publiques. Car pour développer le pays, il faut d'abord savoir où l'on capte — et où l'on ne capte pas.

Vary Safiotra et Agropoles : les députés soutiennent les initiatives du gouvernement

ARH. | 14 JUIN | LES NOUVELLES

Les députés ont renouvelé leur engagement en faveur la souveraineté alimentaire, lors des échanges directs avec le Secrétariat d'État chargé de ce secteur, les 12 et 13 juin, à l'Assemblée nationale à Tsimbazaza. Au cœur des discussions : le riz hybride, les Agropoles et la distribution d'intrants agricoles.

Les élus ont jugé urgent d'accélérer les réformes pour moderniser la production et garantir l'autonomie alimentaire du pays. Le projet présidentiel « Vary Safiotra » a été largement applaudi car les premiers résultats sont prometteurs.



Miarintsoa Rakotomalala, députée d'Ambatolampy, a félicité publiquement Tahian' Ny Avo Razanamahefa, actuelle Secrétaire d'État. De son côté, Lucien Ranarivelo, député de Tsiroanomandidy et ancien ministre de l'Agriculture, a plaidé pour l'implantation d'un Agropole dans sa

circonscription. Il voit en ce projet un potentiel pour dynamiser l'économie locale. A noter que le projet est soutenu par le Secrétariat d'État, en partenariat avec LR Group Israel.

A Antsirabe I, Désiré Razafimaro a appelé au respect des délais de livraison des intrants. Il a néanmoins soutenu le choix de la région Vakinankaratra comme zone pilote.

Adhésion réaffirmée

Dans d'autres districts, les avancées sont aussi notables. A Atsimondrano, le député Andry Ratsivahiny a souligné que les récoltes de riz hybride dépassent les attentes des paysans. A Fénérive Est, les agriculteurs ont déjà adopté les semences Vary Safiotra, signe de leur efficacité.

A Ambatolampy, Tianarivelo Razafimahefa a souligné l'engagement de la Secrétaire d'État, bien avant sa nomination. À Ambositra, Haingo Fomendraza a réclamé la poursuite des distributions d'intrants agricoles. Et les députés d'Antanifotsy, Ambohimahasoa, Ankazobe, Ifanadiana, Moramanga, Soalala, Antananarivo IV, Ambatofinandrahana et Morondava ont tous exprimé leur volonté d'adhérer pleinement à ces initiatives.

Mines - Stratégie nationale pour encadrer l'exploitation aurifère

IRINA TSIMIJALY | 16 JUIN | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

L'exploitation de l'or fait l'objet d'une organisation renforcée afin d'assurer que ses bénéfices profitent à l'ensemble de la population. Le 12 juin 2025, le Premier ministre Christian Ntsay a présenté à l'Assemblée nationale les mesures prises pour mieux encadrer ce secteur crucial.

Depuis juillet 2024, une grande réforme de la loi minière a été lancée. L'objectif est « de mieux contrôler l'or extrait et de lutter contre l'exploitation illégale, qui nuit à l'économie ». La Centrale de l'Or de Madagascar occupe une place clé dans ce processus, en favorisant la transparence des activités et en régularisant le travail des orpailleurs.

Comme il a été indiqué par le rapport du gouvernement, des règles claires régissent désormais l'exportation de l'or.

Quatre zones stratégiques - Mananjary, Maevatanàna, Ambilobe et Miandrivazo - ont été choisies « pour organiser la collecte, éviter la fraude et s'assurer que les recettes générées profitent au pays ».

En 2024, plusieurs cas d'exportation illégale ont été stoppés, avec plus de 75 kg d'or saisis. Ces résultats montrent une forte détermination des autorités de préserver les ressources nationales.

L'assainissement des permis miniers est aussi au cœur de cette stratégie. Soixante-six permis de prospection et cent permis destinés aux petits exploitants ont été renouvelés « pour mieux encadrer l'activité minière ».

Pour accompagner les petits mineurs, plus de trois cents zones d'encadrement ont été créées, permettant à près de dix mille personnes la possibilité d'exercer leur métier de manière légale et sécurisée.

Par ailleurs, une nouvelle loi est en cours de préparation pour mieux gérer les grands projets miniers, en encourageant la collaboration entre l'État et les entreprises.

L'ensemble de ces mesures a pour but de faire de l'exploitation aurifère une source réelle de développement durable pour le pays.

Finances publiques : Une nouvelle loi pour la gestion de la trésorerie de l'État

R.EDMOND. | 16 JUIN | MIDI-MADAGASIKARA

Les efforts pour la modernisation de la gestion des finances publiques se poursuivent. Le Conseil des ministres a adopté samedi dernier, le projet de loi organique portant sur la gestion des finances publiques.

Ce projet de loi organique est destiné à remplacer le texte actuellement en vigueur, en l'occurrence, l'ordonnance n°62-075 du 29 septembre 1962, devenue obsolète et ne correspondant plus aux réalités économiques, technologiques et institutionnelles actuelles.

Batterie de réformes

Ce nouveau projet de loi vise, par ailleurs à « réformer en profondeur le cadre juridique encadrant la gestion des finances publiques. Il ambitionne de le mettre en conformité avec les normes et pratiques internationales, tout en instaurant un système de gouvernance clair permettant d'améliorer la coordination entre les différents acteurs publics » précise le gouvernement, dans une communication. Une batterie de réformes sera ainsi appliquée avec cette nouvelle loi. A commencer par la mise en place du compte commun du Trésor basé sur les principes de l'unité de caisse et l'unité de trésorerie et consistant notamment à déposer toutes les ressources financières de l'État dans le compte du Trésor public. Par ailleurs, et afin de mettre un terme à toute forme de prise de décision individuelle, la gestion de la trésorerie sera désormais assurée collégialement par l'Unité de trésorerie et le Comité de trésorerie. Le nouveau projet de loi prévoit également la consécration juridique de l'obligation d'élaborer un plan de trésorerie. Un pas de plus en somme vers une meilleure efficacité et prévisibilité de gestion des finances publiques puisque le plan de trésorerie qui n'était pas obligatoire dans l'ancienne loi devient un véritable outil de gestion prévisionnelle des ressources étatiques. Enfin, la consécration juridique de l'utilisation du recours au monétaire comme au marché monétaire constitue un élément de plus dans la volonté de l'État de moderniser la gestion des finances publiques.

18 mois

Il est à noter que la mise en place de ces nouvelles dispositions n'affectera pas l'exécution budgétaire actuelle. En effet, la nouvelle loi ne sera pas appliquée immédiatement et les organismes étatiques et les collectivités territoriales disposent encore d'un délai de 18 mois pour s'adapter aux nouveaux dispositifs. Par ailleurs, l'administration prévoit préalablement la mise en œuvre de séances de formation ainsi que la dotation d'outils et de structures nécessaires à une meilleure effectivité du nouveau système.



Pour le moment, les communes rurales ne sont pas concernées dans la mesure où il leur manque encore les outils technologiques et les compétences pour appliquer les nouveaux systèmes. Un pas significatif en tout cas dans la démarche de modernisation de l'administration publique. Une démarche appuyée, par ailleurs, par les partenaires techniques et financiers. En effet, la mise en place de cette loi bénéficie d'un appui technique du Fonds monétaire international. Sur ce point d'ailleurs, l'adoption de cette nouvelle loi fait partie des repères structurels nécessaires au déblocage des financements au titre de la Facilité Élargie de Crédit (FEC) et de la Facilité pour la Résilience et la Durabilité.

Orange – Groupe AFD : Un partenariat stratégique pour un numérique inclusif et durable

ANTSIA R. | 16 JUIN | MIDI-MADAGASIKARA

Lors de la VivaTech 2025, Orange et le groupe Agence française de développement (AFD) ont officialisé un partenariat inédit qui place l'opérateur télécom au cœur des ambitions numériques partagées des deux groupes. Cette convention-cadre, d'une durée de trois ans, vise à renforcer les synergies entre les deux acteurs, accélérer l'inclusion numérique et soutenir le développement durable à travers des solutions innovantes dans les

territoires d'intervention communs. Signé par Christel Heydemann DG d'Orange, Rémy Rioux DG du groupe AFD et Françoise Lombard DG de Proparco, cet accord couvre 17 pays d'Afrique et du Moyen-Orient, ainsi que la Moldavie et les départements français d'Outre-mer. Il ouvre un cadre structuré pour des échanges d'expertise et la mise en œuvre de projets conjoints, dans un esprit de coopération renouvelée.

Axes concernés

D'après les partenaires, leurs priorités sont clairement établies : inclusion numérique grâce au déploiement d'infrastructures stratégiques comme les backbones et câbles sous-marins, accès aux e-services dans l'agriculture, la santé ou l'éducation, promotion de l'inclusion financière et énergétique, réduction de l'empreinte environnementale du numérique, soutien à l'innovation et accompagnement des jeunes à travers la formation et l'insertion professionnelle. La réflexion sur l'éthique des

données et l'intelligence artificielle complète ces engagements. Orange, déjà fortement implanté dans la région, s'appuie sur ses ODC (Orange Digital Centers), véritables écosystèmes d'apprentissage et d'innovation ouverts à tous. De son côté, l'AFD déploie des solutions numériques pour accompagner les Objectifs de développement durable, avec un accent mis sur la souveraineté numérique et le développement responsable. Ainsi, Orange et l'AFD entendent bâtir un avenir numérique plus équitable, au bénéfice des populations locales.

Salon ITM et IHM : une satisfaction générale pour une édition réussie

JEAN RIANA | 16 JUIN | LES NOUVELLES

La 11^e édition de l'International Tourism Fair of Madagascar (ITM), qui s'est déroulée en parallèle avec la seconde édition de l'International Handicraft Fair Madagascar (IHM), a rencontré un franc succès et une nette satisfaction de la part des participants. Du 12 au 15 juin, le Centre de conférences international (CCI) Ivato a vibré au rythme de ces deux événements majeurs.

« Nous avons été plus que satisfaits de l'organisation de la 11^e édition de l'International Tourism Fair of Madagascar (ITM) et de la seconde édition de l'International Handicraft Fair Madagascar (IHM). Si lors des éditions précédentes, nous avons bénéficié du soutien de la Banque mondiale à travers le projet Pôles intégrés de croissance (PIC), en raison du retard de financement cette année, nous avons organisé le salon grâce au budget propre de l'Office national du tourisme de Madagascar (ONTM) avec l'appui des divers sponsors et partenaires, ce qui fait notre fierté pour cette édition », a déclaré lonjaniaina Ranaivoarimanana, PCA de l'ONTM.



Du côté des participants, les quatre jours d'exposition ont permis d'accroître leur visibilité surtout que les visiteurs qui sont venus assister à l'événement portent un intérêt particulier au monde du voyage. « C'est un honneur pour Emirates d'opérer à Madagascar, c'est une opportunité pour nous d'avoir participer à cet événement qui nous a permis de faire connaître nos offres aux visiteurs, mais aussi d'accroître notre visibilité », a indiqué Begum Meajun, Directrice de vente auprès d'Emirates. Elle a ajouté que l'agence Emirates est plus que satisfaite de sa première participation, malgré quelques désagréments

dus aux coupures de courant. « Ça marche très bien, c'est d'ailleurs la raison qui nous a poussée à augmenter nos fréquences de vols passant de 4 à 6, à l'heure actuelle et notre projection serait de passer à un vol quotidien », a-t-elle fait savoir.

Intérêt croissant aux voyages

« Les Malgaches s'intéressent de plus en plus aux voyages, en tout cas c'est ce qui a été constaté lors de cette édition », a avancé le PCA de l'ONTM tout en ajoutant que les promotions offertes par les exposants ont attisé leur intérêt pour les vacances. Par rapport à cela, il a affirmé que l'objectif de l'ONTM qui est de faire développer le tourisme au niveau national est en quelque sorte atteint. Il a tenu à remercier le président de la République, Andry Rajoelina d'avoir honoré de sa présence lors de l'ouverture officielle du salon car cela a donné des échos positifs.

« Diverses conférences se sont tenues au cours de ces quatre jours de salon avec une centaine de panélistes à la clé ce qui a captivé l'attention des jeunes », a souligné lonjaniaina Ranaivoarimanana. Il a indiqué que cet intérêt que portent les jeunes au secteur du tourisme est encourageant car ce sont eux qui vont assurer la relève.

En outre, l'ONTM a opéré une réorganisation interne d'envergure avec cinq départements à la clé tels que le département de communication, de recherche et développement, le département marketing, le département partenariat ainsi que le département administratif et financier.

Banky iraisam-pirenena : Mahantra ny olona miaina amina 3 dolara isan'andro

HENINTSOA | 16 JUIN | LES NOUVELLES

Voasokajy ho mahantra ny olona mivelona amina vola 3 dolara isan'andro, ho an'ireo firenena manana fidiram-bola ambany.

Nahitam-panitsiana ny tondrom-pamaritana ny fahantrana, araka ny tatitra navoakan'ny Banky iraisam-pirenena. Ankehitriny, lasa 4,20 dolara ny vola iainan' ireo mponina amina firenena mahantra amin'ny antonony, raha 8,40 dolara izany ho an' ireo firenena manana fidiram-bola ambony.

Ho an'i Madagasikara, voasokajy ho mahantra ny olona iray mivelona latsaky ny 15 000Ar isan'andro, araka ny taha eo amin'ny tsena fifanakalozam-bola (Mid). Niakatra izany raha oharina ny teo aloha izay 10 750 Ar (2,15 dolara). Porofo mivaingana ny zava-misy ara-toekerana eto amin'ny firenena. Midangana avokoa ny ankamaroan'ny vidin' entana eny an-tsena. Ambany ny fahefa-mividin'ny isan-tokantrano, mikorosy fahana ny fiainan'ny Malagasy sy ny fahafaha-mamokatra. Noho izany, tanjon'ity andrimpanjaka ao amin'ny Bretton Woods ity ny hampahafantarana ny zava-misy ara-toekarena amin' izao fotoana sy hanombanana avy hatrany ny fanjifana ho an' ny isan-tokantrano.

Mampiahiahy

Nivoitra tao anatin'ny fanadihadiana momba ny fahantrana nataon'ny Banky iraisam-pirenena, ny volana avrily, fa mbola miaina amin'ny 2,15 dolara isan'andro ny 80% ny Malagasy. Heverina, araka izany, fa mbola hiakatra ny

taham-pahantrana eto amin' ny firenena amin'ity fanitsiana vaovao ity.



Ankoatra izay, niakatra ny taham-pamaritana ny fahantrana ho an'ireo firenena manana fidiram-bola amin'ny antonony. Lasa 4,20 dolara izany raha toa ka 3,65 dolara teo aloha. Mivelona amina 8,40 dolara ireo mponina amin'ny firenena manana fidiram-bola ambony, raha 6,85 dolara teo aloha. Mifanandrify amin' ny trondrom-pahantrana sy ny fari-piainana ary ny fivoaran' ny toekarena maneran-tany ireo fanitsiana ireo, raha ny voaray. Marihina fa fomba iray handrefesana ny mponina miaina anaty fahantrana lalina ny maridrefim-pahantranan iraisam-pirenena. Fomba fiasa nampiasaina nanomboka ny taona 1990.

Afrique australe - Madagascar accueille une réunion clé du FMI

IRINA TSIMIJALY | 17 JUIN | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Le Fonds monétaire international organise une réunion les 30 juin et 1^{er} juillet 2025. L'événement aura lieu au Novotel N-Convention. Le ministère de l'Économie et des Finances de Madagascar est partenaire de cette rencontre.

Cette réunion réunit Afritac Sud et l'Africa Training Institute. Ces deux centres du FMI travaillent dans le domaine de la formation et de l'assistance technique. L'objectif de la réunion est d'évaluer les actions menées pendant l'année écoulée. Les participants discuteront aussi des futures activités. Ils échangeront sur les besoins des pays membres.

Afritac Sud est basé à Maurice. Il aide les institutions publiques à améliorer leur fonctionnement. Il collabore avec les ministères, les banques centrales, les services fiscaux, les douanes et les bureaux de statistiques. Il travaille dans plusieurs domaines comme les finances publiques, les impôts, les douanes, la régulation bancaire, les marchés monétaires, le droit fiscal et les statistiques économiques.

Treize pays d'Afrique australe sont membres d'Afritac Sud, dont Madagascar.

L'Africa Training Institute se trouve aussi à Maurice. Il propose des formations aux agents publics des pays d'Afrique subsaharienne. Les thèmes abordés concernent la politique budgétaire, la dette, le secteur financier et la gestion des ressources naturelles. L'institut reçoit un financement de plusieurs pays, dont Maurice, la Chine, la Corée, l'Australie, le Togo, l'Angola et les Seychelles. La réunion d'Antananarivo permet aux représentants des pays de se rencontrer et d'échanger.

Filière vanille : Ouverture de la campagne verte dans les zones littorales le 22 juin prochain

R.EDMOND. | 17 JUIN | MIDI-MADAGASIKARA

La relance de la filière vanille se poursuit. Le ministère de l'Industrialisation et du Commerce continue de mettre en place les dispositifs pour une meilleure gestion de cette filière qui continue, malgré tout, de jouer un rôle important dans le développement économique du pays.

La bonne gouvernance dans la fixation de la date d'ouverture de la campagne vanille figure parmi les priorités de ce département.



Bonne gouvernance félicitée

C'est ainsi que la campagne de la vanille verte pour 2025-2026 a été fixée pour le 22 juin prochain. « Ce genre de décision doit être prise en concertation avec les paysans planteurs et en considérant les impacts du changement climatique », a expliqué le ministre de l'Industrialisation et du Commerce, David Ralambofiringa, lors de son intervention durant le face-face députés-membres du gouvernement, la semaine dernière. Une démarche de bonne gouvernance félicitée par le Président de l'Assemblée

Nationale, Justin Tokely, en tant que député élu à Sambava, connaît bien, la filière vanille. On rappelle, concernant toujours la filière vanille que l'octroi d'agréments pour les exportateurs a fait, récemment d'une importante réforme. Dorénavant la procédure d'agrément se fait sur la base d'un appel à manifestation d'intérêt qui fixe les conditions à remplir par les exportateurs qui demandent un agrément pour la campagne 2025 – 2026.

Règles claires

Il s'agit, selon le ministère de l'Industrialisation et du Commerce, d'un dispositif destiné à garantir une professionnalisation de la filière et à assurer un revenu décent pour les planteurs. En effet, « La réforme prévue dans l'AMI 2025 fixe une nouvelle gouvernance de la filière vanille pour la rendre plus transparente, plus juste et plus résiliente ». Il s'agit pour le MIC d'établir des règles claires en matière d'agréments, de traçabilité, de gestion des stocks, par exemple, afin d'assurer l'équité entre petits et grands opérateurs, et de restaurer la confiance sur le marché. C'est ainsi par exemple que seuls les opérateurs respectant les normes de température de séchage, d'humidité, et de calibres recevront leur agrément. Un prix plancher est par ailleurs prévu pour protéger les planteurs contre les chutes brutales des prix... Quoiqu'il en soit, les réformes prévues par le MIC permettront de professionnaliser davantage, la filière vanille et de réaffirmer la position de Madagascar comme premier producteur mondial de vanille.

Groupe AFD : Engagement intensifié pour un développement durable et solidaire

ANTSIA R. | 17 JUIN | MIDI-MADAGASIKARA

En 2024, le groupe AFD a poursuivi son expansion, mobilisant 13,7 milliards d'euros à travers plus de 1 250 nouveaux projets dans le monde. A Madagascar, l'éducation, la santé et l'agriculture figurent parmi les secteurs d'intervention.

Agir à la fois pour la solidarité envers les populations vulnérables et pour l'accompagnement des transitions durables, en particulier dans les pays émergents. Tel est l'objectif mis en avant par le Groupe AFD (Agence Française de Développement), dans le Bilan et perspectives 2024-2025, qu'il vient de publier. Dans ce contexte, Madagascar se trouve au cœur de plusieurs initiatives majeures. Les interventions de l'AFD dans la Grande Île s'inscrivent dans le cadre des 500 millions d'euros dédiés en 2024 aux îles de l'Océan Indien. Le pays bénéficie ainsi de programmes ciblant des secteurs essentiels tels que l'éducation, l'agriculture et la santé. Parmi les actions phares figure le renforcement du système de santé à travers un appui à la centrale d'achat Salama. Cofinancé avec l'Union européenne, ce projet vise à optimiser l'approvisionnement en médicaments, à améliorer l'accès aux

soins et à renforcer la résilience nationale face aux pandémies et aux catastrophes naturelles, dans un contexte encore marqué par les séquelles de la crise sanitaire liée à la Covid-19.

Mobilisation

L'engagement en faveur de la sécurité alimentaire et de l'agriculture se traduit également par des initiatives concrètes. À travers un projet porté par l'association « Un enfant par la main », 2 200 enfants bénéficient de repas fournis par 900 exploitants locaux, alliant soutien à l'agriculture familiale et amélioration de la nutrition infantile. Le réseau Sega-One complète ce dispositif en apportant une réponse structurée aux crises sanitaires et épidémiologiques, grâce à une surveillance accrue et des capacités d'alerte renforcées.

Ces actions s'inscrivent dans la nouvelle stratégie 2025-2030 adoptée par le groupe AFD. Fondée sur une offre intégrée regroupant ses filiales Proparco et Expertise France, cette stratégie vise à promouvoir un engagement 100% aligné sur les Objectifs de développement durable. Elle se donne pour ambition de mobiliser l'ensemble des

expertises, des citoyens et des financements au service des transitions durables, dans une approche fondée sur le respect et la coopération. Un cap salué par les Français eux-mêmes : selon une enquête réalisée en avril 2025, 78% d'entre eux ont une image positive de l'AFD et de sa mission au service d'un monde plus solidaire et plus sûr.

Exportation vers les États-Unis : multiplier les expéditions par voie aérienne

JEAN RIANA | 17 JUIN | LES NOUVELLES

« On expédie le maximum de produits vers les États-Unis en misant sur le trafic aérien avant le 8 juillet. À partir de cette date, le nouveau régime douanier impose un droit de 47% sur certains produits malgaches entrant aux États-Unis », a fait savoir Béatrice Chan Ching Yiu, présidente du Groupement des entreprises franches et partenaires (GEFP).

« Le temps est vraiment notre plus gros souci en ce moment. À moins d'un mois de la fin des 90 jours de pause, la voie maritime n'est plus possible. Elle retarderait l'arrivée des marchandises après le 8 juillet », a-t-elle ajouté. Elle a également annoncé que le secteur privé espère que les États-Unis et Madagascar trouvent un accord avant cette date pour qu'il puisse se concentrer sur ses activités. À noter que le secteur textile est le plus touché, représentant 49,3% des exportations malgaches destinées aux États-Unis, suivi de la vanille (20,7%) et des minerais (10%).

Selon le ministre de l'Industrialisation et du commerce, David Ralambofiringa, questionné sur le sujet à l'hôtel Le Centell à Antanimena le 11 juin dernier, Madagascar et les États-Unis s'apprêtent à entrer dans un round décisif de négociation et les prochaines étapes seront

communiquées en temps voulu. « Ce sont les entreprises malgaches et les emplois que nous protégeons dans les négociations avec les Américains », a-t-il avancé.



« On nous a demandé de préparer un document exposant tous les risques et c'est au gouvernement de faire la synthèse. Nous attendons des nouvelles des négociations entre les deux gouvernements », a spécifié la présidente du GEFP. « Pour l'heure, nous nous concentrons sur l'expédition de maximum de marchandises avant la date butoir. Nous allons aussi développer davantage d'autres marchés que celui des Américains », a-t-elle conclu.

Cour des comptes – Plan Stratégique 2025-2030 : les besoins et les attentes des citoyens, parmi les priorités

N.A | 18 JUIN | LES NOUVELLES

Après des mois d'élaboration, le Plan Stratégique 2025-2030 de la Cour des comptes, a été présenté hier, à la Cour Suprême Anosy. Outre la consolidation de la bonne gouvernance et des principes de la transparence, les besoins et les attentes des citoyens sont également à prendre en compte.

Fruit d'une large consultation avec toutes les parties prenantes, notamment le gouvernement, les bailleurs de fonds et la société civile, ce nouveau plan succédant au cadre 2020-2024, s'articule autour de quatre axes principaux : améliorer la gestion des finances publiques, renforcer les compétences et l'indépendance des auditeurs financiers à Madagascar.

« Élaborer ce plan ne se fait pas en un jour, cela a pris du temps », a affirmé à cette occasion Jean de Dieu Rakotondramihamina, président de la Cour des comptes. « Le défi est de veiller à ce que les finances publiques soient au plus près des attentes des citoyens. Le travail de la Cour des comptes ne se limite pas seulement à la critique, mais elle émet également des recommandations

en matière de gestion des finances publiques », d'après toujours le président.

Dans ce sens, la Cour des comptes a la responsabilité de contrôler la gestion des finances publiques, même si le gouvernement affirme aussi son indépendance sur ce sujet. « De plus, le tribunal chargé de contrôle de la gestion des finances publiques à Madagascar veut avoir de l'indépendance même si c'est encore difficile », selon les explications.

« En tout cas, le gouvernement tient en compte certaines recommandations comme la présentation des rapports d'audit public. Et la Jirama a adopté la proposition relative à l'amélioration de la gestion, pour fournir des services de qualité aux clients », a conclu Jean de Dieu Rakotondramihamina.

Investissement : Mengniu Dairy souhaite s'implanter à Madagascar

JEAN RIANA | 18 JUIN | LES NOUVELLES

La société Mengniu Dairy, spécialisée dans la production de lait, de yaourts et d'autres produits laitiers en Chine, a affiché son intention d'étendre ses opérations sur le continent africain, y compris Madagascar.

Cette information est sortie à l'issue de la visite d'un groupe de journalistes, auprès de cette entreprise au mois d'avril

durant le Centre de communication de presse internationale de Chine, organisé par la China Public Diplomacy Association.

Wei Wei, vice-président de Mengniu Dairy, a souligné l'importance stratégique du continent africain pour les ambitions de croissance à long terme de l'entreprise.

Fampiasam-bola vahiny (IDE) : Niakatra 602 tapitrisa dolara

HENINTSOA | 18 JUIN | LES NOUVELLES

Fahombiazana. Tafakatra 602 tapitrisa dolara ary nitombo 16% ny fampiasam-bola vahiny (IDE) teto Madagasikara, ny taona 2024, araka ny tatitra navoakan'ny Economic Development Board of Madagascar (EDBM). Mihatsara ity sehatry ity nanomboka ny taona 2022. Ny taona 2021, nijanona ho 358 tapitrisa dolara toy ny tamin'ny taona 2020 ny IDE teto Madagasikara. Taorin'izay, nihatsara ny vokatra ka niakatra teo amin'ny 468 tapitrisa dolara. Ny taona 2023, lasa 519 tapitrisa dolara izany. Voalaza ao anatin'ny taitra fa annisan'ireo sehatra mahasarika ireo mpampiasa vola vahiny eto amintsika ny tontolon'ny fambolena, ny fizahantany, ny harena an-kibon'ny tany, angovo, ny teknolojia. I Frantsa, Etazonia, ny nosy Maorisy ary Japon no anisan'ny firenena mpampiasa vola vahiny betsaka eto amintsika.

Fanamby

Mbola maro ny ezaka tokony hatao anatsarana ny sehatry ny toekarena. Ady goavana hatrehintsika ny mamongoitra ny jono tsy manara-dalàna, tsy voambara, ary tsy voafehin-dalàna (pêche INN) izay ambana ho an'ny rohivoahary an-dranomasina sy ireo mpanjono manara-dalàna. Mampihena ny vola tokony hiditra amin'ny fanjakana izany. Mila arahi-maso ihany koa ireo tahirina lavanila na dia nampidi-bola hatrany amin'ny 254 tapitrisa dolara aza ireo vokatra fanondrana tamin'ny taon-dasa. Ankoatra izay, mila hatsaraina ireo lalam-pirenena eto amintsika izay miantoka ny fampiroboboana ny fizahantany. Mbola ambany ny tahan'ny fampiasana internet eto amintsika, ny volana janoary teo. 20,4% ny fampiasana izany, izany hoe, 6,6 tapitrisa ny olona misitraka izany amin'ny Malagasy 30 tapitrisa mahery.

La banque centrale chinoise dénonce la « politisation » du système monétaire mondial

18 JUIN | FRANCE 24

Les deux pays ont déclaré plus tôt ce mois-ci avoir progressé dans leurs négociations après des pourparlers à Londres, notamment sur la question sensible des exportations chinoises de terres rares ou encore la délivrance de visas pour les étudiants chinois aux États-Unis.



Mais le chef de la Banque populaire de Chine, Pan Gongsheng, a indirectement critiqué mercredi la domination américaine sur le système monétaire et financier mondial.

« Lorsque l'intérêt personnel du pays doté de la monnaie dominante entre en contradiction avec ses attributs de bien public mondial, ce pays tiendra davantage compte de ses propres intérêts », a déclaré M. Pan lors d'un forum à Shanghai.

Les droits de douane imposés par le président américain Donald Trump à la quasi-totalité des partenaires commerciaux des États-Unis ont soulevé des interrogations sur le statut dominant de la monnaie américaine.

A la suite de l'invasion russe de l'Ukraine, Moscou, allié stratégique de Pékin, a par ailleurs été coupé du système de paiement mondial SWIFT.

Pékin cherche dans ce contexte à réduire sa dépendance au dollar et à encourager l'utilisation du yuan comme devise alternative.

« L'infrastructure traditionnelle de paiements transfrontaliers est facile à politiser, à utiliser comme une arme et pour des sanctions unilatérales », a dénoncé M. Pan.

« La communauté internationale devrait s'inquiéter du fait que des pays individuels poursuivent l'unilatéralisme comme orientation politique, interférant dans et affectant

la gouvernance et les opérations des organisations financières internationales », a-t-il ajouté.

M. Pan a enfin réitéré mercredi ses appels au Fonds monétaire international à réformer le système de quotas qui détermine les parts de vote des pays membres,

affirmant mercredi que ce système ne reflète pas l'état de l'économie mondiale.

Les organisations financières internationales doivent « accroître la voix et la représentation des marchés émergents et des pays en développement », a-t-il déclaré.

Système monétaire : Poursuite de la dédollarisation, malgré les pressions américaines

ANTSA R. | 19 JUIN | MIDI-MADAGASIKARA

Un changement majeur se profile dans les coulisses des échanges internationaux. Depuis le début de l'année 2025, un nombre croissant de pays tourne le dos au dollar américain, amorçant un basculement inédit dans l'histoire monétaire contemporaine. Plus de 90 nations, sous l'impulsion des BRICS, ont engagé un processus qui redessine les règles du commerce mondial. Désormais, le yuan, le rouble ou la roupie remplacent progressivement le billet vert dans de nombreuses transactions, telles les achats de pétrole saoudien ou d'or ghanéen. Ce mouvement dépasse largement le cercle des puissances émergentes. L'Afrique, l'ASEAN et la Communauté des États indépendants suivent la dynamique en privilégiant leurs propres devises dans les échanges régionaux. En toile de fond, une volonté commune de se libérer de la dépendance au dollar et des contraintes qu'impose sa domination, perçue comme un outil de pouvoir politique par les grandes puissances. Les initiatives se multiplient :

création de systèmes de paiement alternatifs, financements en monnaies locales, accords bilatéraux sans recours au dollar.

Résistance

Les États-Unis, conscients des enjeux, réagissent avec fermeté. Le président Donald Trump, dans un style qui lui est propre, a brandi la menace de sanctions commerciales contre les pays impliqués dans la mise en place d'alternatives au dollar. Pourtant, ces avertissements ne freinent pas la dynamique. Même si certains projets, comme l'idée d'une monnaie commune des BRICS, ont été temporairement écartés, la transition est bel et bien en marche. Ce réalignement monétaire mondial ouvre la voie à un nouvel équilibre des pouvoirs, même s'il accentue les lignes de fracture géopolitiques. L'issue reste incertaine, mais une chose est sûre : l'hégémonie du dollar n'est plus incontestée.

TICAD 9 : Une délégation du secteur privé malgache attendue à Yokohama

R. EDMOND | 19 JUIN | MIDI-MADAGASIKARA

Le secteur privé malgache sera présent à la prochaine édition du Tokyo International Conference on African Development (TICAD9). À deux mois de cet événement qui se tiendra à Yokohama du 16 au 25 août prochain, le comité d'organisation de l'Association Economique Madagascar Japon (AEMAJA) a tenu avant-hier une session d'information et de mobilisation au CCIA Antaninarenina. Une occasion de préparer la délégation malgache qui représentera les intérêts économiques de Madagascar lors de cet événement stratégique pour le renforcement de la coopération afro-japonaise. La rencontre a notamment permis de présenter les axes stratégiques et le programme officiel de la mission économique de détailler les modalités de participation à la Semaine Économique ; et de répondre aux questions des entreprises sur les aspects pratiques, financiers et opérationnels liés à leur participation. Une séance interactive a permis d'apporter des réponses concrètes aux attentes exprimées par les participants. Notons que les entreprises participantes au TICAD pourront exposer au sein du stand collectif AEMAJA à Yokohama ; faire représenter leurs produits, services ou supports promotionnels au sein de l'espace AEMAJA. Le comité d'organisation de l'AEMAJA propose un accompagnement personnalisé pour les entreprises souhaitant participer à la mission,

dans le respect de leurs objectifs spécifiques : prospection, représentation, recherche de partenaires, promotion de produits, développement institutionnel.



Le dispositif mis en place vise à renforcer la présence économique de Madagascar au Japon et à valoriser les opportunités d'affaires dans les secteurs clés : commerce, agroalimentaire, tourisme, TIC, infrastructures, textile...

Filière raphia : le prix de la matière première en hausse continue

JEAN RIANA | 19 JUIN | LES NOUVELLES

« Le prix du raphia, une matière première essentielle à notre travail, est en hausse continue. Au cours de cette année, le kilo a augmenté trois fois de suite », a fait savoir Mireille Ramampandrisson, un acteur dans le secteur de l'artisanat à base de raphia. Elle affirme que le prix du kilo de raphia est passé de 9 500 ariary, il y a de cela trois mois à 11 000 ariary à l'heure actuelle.

Selon elle, la raison de cette hausse constante est l'accroissement des exportations à outrance du raphia, sur le marché international. 85% de la production de raphia, brut ou transformé, exporté, vient de Madagascar.

« Nous, les acteurs qui œuvrons dans le domaine de l'artisanat, ne sommes pas contre les exportations. Seulement, il faut revoir de près la situation car si le prix

du raphia continue de monter, les artisans locaux risquent d'abandonner leurs activités qui ne sont plus rentables », a avancé Mireille Ramampandrisson.

« L'État doit coordonner la filière, pour que les artisans malgaches puissent jouir pleinement de leur savoir-faire. D'autant que l'artisanat est un secteur pourvoyeur de devises », a-t-elle souligné.

« La mise en place d'une centrale d'achat pour toutes les filières liées à l'artisanat, est fortement sollicitée, pour les approvisionner en matière première à un prix raisonnable », a-t-elle avancé. Cette dernière a participé au salon ITM et IHM au Centre de conférences internationales (CCI) Ivato du 12 au 15 juin, pour accroître sa visibilité.

Taux de change - L'ariary peine à se redresser

IRINA TSIMIJALY | 20 JUIN | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

L'ariary continue de se déprécier face aux principales devises étrangères, notamment l'euro. Malgré un contexte international parfois favorable, la monnaie malgache reste fragile.

Depuis plusieurs mois, l'ariary continue de perdre de la valeur. Hier, un euro s'échange à environ 5 084 ariary et un dollar à 4 435 ariary, selon la Banque centrale de Madagascar. Entre février et avril, la monnaie malgache a encore reculé de près de 9% face à l'euro.



Cette baisse n'est pas nouvelle. Elle s'inscrit dans une tendance observée depuis deux ans. Pour certains économistes, cette situation est liée à un déséquilibre durable entre la production nationale et la consommation du pays. « Nous importons beaucoup plus que nous n'exportons. Donc, nous avons besoin de devises étrangères, et ça fragilise l'ariary », explique un économiste basé à Antananarivo.

Même si le dollar s'est affaibli ces derniers mois sur les marchés internationaux, cela n'a pas profité à la monnaie nationale. L'euro, lui, s'est renforcé grâce à une politique monétaire plus stricte en Europe. « L'Union européenne a mieux géré sa politique monétaire, ce qui a renforcé l'euro. En face, la confiance dans le dollar a un peu baissé, mais ce contexte n'a pas aidé l'ariary, car nos problèmes sont surtout internes », poursuit-il.

Fragile

À Madagascar, l'économie repose beaucoup sur les importations. Le pays produit peu de biens transformés et dépend fortement de l'extérieur, notamment pour les produits alimentaires ou les biens de consommation. Cette dépendance se traduit également par une hausse des prix, comme ceux de la farine ou du paddy, qui ont fortement augmenté en juin.

« Tant qu'on ne produit pas plus localement, on restera dépendants de l'extérieur. Et donc, de la valeur des monnaies étrangères », note l'économiste.

D'autres pays de la région, comme Maurice ou les Seychelles, ont réussi à mieux stabiliser leur monnaie en misant sur des secteurs comme le tourisme ou l'industrie légère. Madagascar, lui, n'a pas encore pu faire de ces secteurs des piliers forts d'entrée de devises. Selon l'économiste, des injections de devises par la Banque centrale peuvent aider à court terme, mais elles ne suffisent pas.

« La vraie solution, c'est d'avoir une économie qui attire naturellement des devises, avec des produits ou services compétitifs. Sinon, la monnaie reste vulnérable. »

En résumé, la faiblesse de l'ariary s'explique surtout par un manque de production locale et une forte dépendance aux importations. Tant que ces déséquilibres ne sont pas corrigés, la monnaie nationale aura du mal à se redresser de façon durable.

Aide au développement : Un appui budgétaire de 100 millions de dollars approuvé par la Banque mondiale

R.EDMOND | 20 JUIN | MIDI-MADAGASIKARA

Comme l'a déclaré hier, le président de la République, Andry Rajoelina, durant son intervention sur le plateau de la télévision nationale, le régime continue de mettre en œuvre tous les moyens pour développer le pays.

Des efforts reconnus visiblement par les partenaires techniques et financiers, comme la Banque Mondiale qui vient d'approuver un financement de 100 millions de dollars de l'Association Internationale de Développement (IDA) pour soutenir la deuxième Opération de Politique de Développement à Madagascar.

Actions préalables

En effet, cette budgétaire, la deuxième d'une série de trois, a été obtenue suite aux réformes concrètes dans plusieurs secteurs-clés. Notamment dans le domaine des télécommunications, avec l'attribution de licences globales aux opérateurs pour stimuler la concurrence et améliorer l'accès aux services. Dans le secteur de l'énergie, des efforts sont en cours pour améliorer l'approvisionnement en électricité et élargir l'accès en renforçant la gouvernance et la viabilité financière de la Jirama. Dans le secteur minier, la mise en œuvre du nouveau code minier et le renouvellement des permis d'exploration visent à relancer l'activité. Enfin, le budget 2025 supprime certaines exonérations fiscales pour mieux gérer les dépenses fiscales et accroître les recettes nationales. En tout, 18 actions préalables ont été réalisées par le gouvernement, en vue de l'approbation de ce financement. On peut citer, entre autres, le renforcement de la supervision des unités d'exécution des projets financés par des ressources externes, les publications du décret régissant le mécanisme de collecte et de décaissement des redevances d'entretien routier, du décret d'application de la loi sur les investissements, ou encore le nouveau statut de la Jirama, le décret sur la restructuration de la dette de la Jirama et la publication de ses états financiers...

Bouffée d'oxygène

Autant de réformes qui ont convaincu le conseil d'administration de la Banque mondiale, pour l'approbation de ce nouveau financement qui sera une bouffée d'oxygène pour l'économie malgache. En effet, « cette opération a pour objectif de libérer le potentiel économique du pays et d'élargir les opportunités pour la population », indique l'institution de Bretton Woods, dans un communiqué. Des efforts seront notamment entrepris dans le domaine de l'énergie qui reste encore et toujours un problème majeur de la vie socio-économique de Madagascar. « L'accès à l'électricité reste un frein majeur au développement de Madagascar. Les coupures de courant fréquentes perturbent la vie quotidienne des familles et ralentissent l'activité des entreprises », a déclaré, sur ce point Atou Seck, le Représentant résident de la Banque mondiale à

Madagascar. « Grâce à cet appui budgétaire et en complément des projets en cours, la Banque mondiale renforce son appui pour améliorer l'accès à l'énergie à Madagascar. Une grande partie de ce soutien servira à renforcer la Jirama afin de fournir une électricité plus fiable et abordable. Avec une électricité stable et un meilleur accès au numérique, Madagascar pourra stimuler sa croissance, créer des emplois et bâtir un avenir plus résilient », a-t-il ajouté.



Plusieurs années d'efforts

Pour sa part, la ministre de l'Économie et des Finances, Rindra Hasimbelo Rabarinirinarison, n'a pas manqué de saluer cet appui de la Banque mondiale. « Nous saluons cet appui, qui vient couronner plusieurs années d'efforts soutenus du gouvernement pour engager des réformes ambitieuses visant à libérer le potentiel économique de Madagascar. Cette deuxième opération traduit la reconnaissance des progrès réalisés, notamment dans les secteurs du numérique, de l'énergie, ainsi que dans l'amélioration de la gouvernance fiscale et de la gestion des finances publiques », a-t-elle déclaré. « Nous remercions la Banque mondiale pour son accompagnement, qui nous permettra d'approfondir et d'accélérer cette dynamique de réforme ». En somme, le partenariat entre Madagascar et la Banque mondiale est plus que jamais excellent. Et le meilleur est encore à venir puisque d'après nos informations, sept projets de plusieurs centaines de millions de dollars ont été récemment approuvés par la Banque mondiale. Nous en reparlerons.

Transport aérien : Madagascar Airlines et Air Austral en codeshare

ARH. | 20 JUIN | LES NOUVELLES

Madagascar Airlines et Air Austral viennent de signer un accord de partage de codes (codeshare) et d'un accord tarifaire spécial (Special Prorate Agreement – SPA). Objectif : améliorer la connectivité entre Madagascar, La Réunion et d'autres destinations.

Désormais, les passagers de Madagascar Airlines peuvent réserver, sous un numéro de vol MD, des trajets opérés par Air Austral entre La Réunion et plusieurs villes malgaches comme Antananarivo, Nosy Be, ou Toamasina. Ils peuvent aussi accéder facilement aux vols long-courriers d'Air Austral vers Bangkok ou Johannesburg. En retour, les clients d'Air Austral bénéficient d'un accès étendu au réseau intérieur de Madagascar Airlines.

Autre nouveauté : une liaison inédite entre La Réunion, Toamasina et Sainte-Marie. Ce vol régional vise à

dynamiser les échanges touristiques et économiques. La section Réunion-Toamasina sera assurée par Air Austral, tandis que Madagascar Airlines assurera la connexion jusqu'à Sainte-Marie. « Les billets seront disponibles à la vente dès le mois de juin dans les systèmes des deux compagnies », annonce-t-on au niveau de Madagascar Airlines.

Ce partenariat s'inscrit dans la stratégie de relance de Madagascar Airlines à travers son plan de redressement « Phénix 2030 ». Pour Air Austral, il s'agit aussi de rapprocher deux îles voisines et d'ouvrir davantage de destinations aux Réunionnais. Les deux compagnies misent sur cette coopération pour mieux connecter leurs territoires à l'échelle régionale et internationale.

Exploitation minière : le cadastre minier à l'ère numérique

ARH. | 20 JUIN | LES NOUVELLES

Les permis miniers sont désormais digitalisés. C'est une avancée significative que concrétise le Bureau du cadastre minier de Madagascar (BCMM) qui célèbre cette année ses 25 années d'existence. Le BCMM ouvre ainsi ses portes pour deux jours, au Mining Business Center (MBC) à Ivato, à tous les visiteurs désireux de connaître sa mission.

Lors de la cérémonie d'ouverture de ce jubilé, hier, 100 exploitants et 66 chercheurs ont reçu leurs premiers permis numériques. Ces documents sont dotés d'un QR code unique, une innovation destinée à lutter contre la fraude.

de la zone, dépôt de dossier, paiement des frais. « C'est une vision portée par le président Andry Rajoelina, qui veut soutenir à la fois l'exploitation industrielle et l'encadrement légal des petits mineurs », a souligné le ministre.

Le BCMM, un pionnier

Depuis sa création en 2000, le BCMM gère l'ensemble du cycle de vie des permis miniers, du dépôt initial à leur expiration. Il assure aussi le recouvrement des redevances et leur redistribution aux collectivités locales. Ce travail a valu à Madagascar d'être un exemple en Afrique, avec plusieurs pays venus s'inspirer de son modèle.

Mais le contexte actuel appelle à la vigilance. Le BCMM fait face à de nouveaux défis qui mettent à l'épreuve sa stabilité. « Pour garantir une gouvernance minière responsable, les valeurs de transparence, d'indépendance et d'éthique doivent être réaffirmées », a avancé le ministre Olivier Rakotomalala. Avec cette transition numérique, le BCMM entend retrouver son rôle de pionnier.



« Ce dispositif facilitera le contrôle des activités minières », a précisé le ministre des Mines, Olivier Herindrainy Rakotomalala. Aussi, la numérisation des permis devrait permettre avant tout de produire des statistiques fiables sur l'exploitation minière à Madagascar, dans un contexte où les données disponibles restent jusqu'ici imprécises. Mais cette avancée n'est qu'un début. Le BCMM, en partenariat avec la Banque mondiale, prévoit une refonte complète du système. Une plateforme en ligne permettra bientôt aux opérateurs de gérer tout le processus : choix

Région Sud-Est : le projet PIC réorganise la filière café

JEAN RIANA | 20 JUIN | LES NOUVELLES

Le projet Pôles intégrés de croissance (PIC) a profité du lancement officiel de la campagne de commercialisation du café dans la région Sud-Est, le 16 juin, pour promouvoir la qualité et la transparence dans la filière.

Le projet PIC a déjà mis en œuvre diverses actions pour professionnaliser la filière café, accroître la valeur ajoutée locale et améliorer les revenus des producteurs. Ces derniers ont bénéficié d'un encadrement technique axé sur l'adoption des bonnes pratiques agricoles (BPA) pour améliorer la qualité du café tout en assurant une production respectueuse de l'environnement. Avec l'introduction du carnet d'enregistrement des ventes, les producteurs renforcent également la traçabilité des produits, facilitant

le suivi des flux de café et contribue à la transparence des transactions.

En outre, la structuration effective des circuits de commercialisation, avec la mise en place de 5 marchés dans des zones stratégiques de la région, contribue à un meilleur encadrement des échanges. De son côté, le Service régional de contrôle et de conditionnement a bénéficié d'un renforcement des capacités afin d'assurer un meilleur contrôle qualité du café et une conformité aux standards exigés par les marchés.



 Résidence Les Orchidées Blanches Androhibe

 +261 32 07 696 49 - +261 34 01 696 49

 www.ccifm.mg

 ccifm@ccifm.mg  adhesion@ccifm.mg

 CCI France Madagascar

 CCI France Madagascar

 CCIFM Chambre de Commerce
et d'industrie France Madagascar

